

COMMUNIQUE DE PRESSE

FEDERATION SUD EDUCATION

u WWW.SUDEDUCATION.ORG

E FEDE@SUDEDUCATION.ORG



Paris, le 15 décembre 2024.

TOUTES ET TOUS SOLIDAIRES DES HABITANT·ES DE MAYOTTE

Mayotte a été frappé par le cyclone Chido ce 14 décembre. Depuis, le Préfet a appelé les habitant·es à rester confiné·es et de nombreuses habitations, y compris les plus précaires entourant Mamoudzou, ont été détruites et, à cette heure, les autorités font état de 14 personnes décédées, un bilan provisoire qui malheureusement risque de profondément s'alourdir.

SUD éducation présente ses condoléances aux habitant·es de Mayotte et leur apporte un soutien plein et entier.

La catastrophe qui est survenue met au jour le croisement entre crise écologique, système post-colonial et crise sociale. Le département de Mayotte est le département le plus jeune, le plus pauvre, le plus inégalitaire de France, les habitant·es n'ont pas accès à un même service public d'éducation, de santé et ont subi des épisodes de sécheresse leur coupant l'accès à l'eau... Le cyclone Chido montre à quel point ce sont les territoires les plus pauvres qui sont touchés en premier lieu par la crise écologique alors même qu'ils en sont les moins responsables. En effet, les températures extrêmement élevées des eaux dans l'océan Indien expliquent la violence de Chido : le réchauffement climatique annonce des catastrophes environnementales plus intenses et plus fréquentes.

La crise écologique s'intensifie : des pluies diluviales survenues dans le sud de la France hexagonale aux inondations dévastatrices en Espagne en octobre 2024, et aujourd'hui à Mayotte, avec le cyclone Chido. Les conséquences sociales de ces catastrophes sont particulièrement prégnantes dans les territoires comme Mayotte qui subissent déjà une situation post-coloniale et les inégalités. La crise écologique met à mal l'accès au service public d'éducation, ainsi pendant la crise de l'eau qui avait secoué Mayotte, des établissements scolaires avaient été fermés. A nouveau, en l'absence d'un investissement conséquent de l'État, on peut craindre que les élèves de Mayotte soient à nouveau privés d'école.

Il est urgent de se mobiliser pour la reconversion écologique de la société, se mobiliser pour la justice sociale et contre le système d'exploitation postcolonial, pour un vrai accès aux droits fondamentaux que sont l'éducation, la santé, le logement... pour soutenir les habitant·es de Mayotte.